

Les subsides

simplement absorber par les grandes compagnies. Nous devrions adopter des lois vraiment contraignantes en matière de concurrence pour obliger Petro-Canada et les grandes pétrolières à répercuter la baisse des prix pétroliers qui pourraient bien encore diminuer de 10 cents le litre. Nous pourrions au moins commencer par de telles mesures.

Enfin, j'espère que nous décréterons une politique propre à normaliser les fluctuations sporadiques de l'industrie énergétique qui sont une véritable plaie pour l'ouest du Canada. Je rappelle que je souscris de tout cœur à la motion du député, car le gouvernement est en pleine déroute avec une politique énergétique qui nous fait perdre du terrain sur tous les fronts.

M. Friesen: Monsieur le Président, le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) s'inquiète de l'industrie pétrolière de l'Alberta comme c'est son droit. Il admettra certes que cette industrie aurait pu assurer ses arrières et supporter mieux la crise actuelle si elle avait été en bonne santé au cours des quatre dernières années lorsque les prix étaient à la hausse. Le député siégeait aux Communes lorsque le Programme énergétique national a été adopté. Je me demande s'il n'était pas le porte-parole officiel de son parti dans ce domaine à l'époque. Inutile de dire que les députés de ce parti débordaient d'enthousiasme à propos de ce programme.

On comprend que le député ait soutenu une telle mesure, à l'époque, en raison de ses convictions idéologiques. Or, avec le recul du temps, il est en mesure maintenant de voir tout le tort que le Programme énergétique national a causé à l'industrie pétrolière, surtout en Alberta, mais également en Saskatchewan et en Colombie-Britannique. Puisqu'il a constaté les conséquences d'une telle politique pour l'industrie de l'Ouest, ne convient-il pas que le Programme énergétique national a été une erreur?

• (1610)

M. Waddell: Monsieur le Président, je me demande combien de fois je devrai répéter la même chose.

M. Mantha: Une fois de plus.

M. Waddell: Fort bien, encore une fois. Le député est une personne honnête. Je l'engage donc à se renseigner. Les néo-démocrates n'ont pas voté en faveur du Programme énergétique national. Nous avons voté dans le même sens que le gouvernement, je voulais dire...

Des voix: Oh, oh!

M. Waddell: C'est vous le gouvernement maintenant. Nous avons voté comme les conservateurs autant de fois que nous avons voté comme les libéraux.

J'ai pris la parole à la Chambre à ce moment-là pour dire que l'une des grandes erreurs du Programme énergétique national était que, dans ses efforts pour déplacer le pouvoir politique au profit de M. Trudeau et aux dépens de M. Lougheed, le gouvernement libéral avait déplacé l'essentiel des activités d'exploration du bassin sédimentaire de l'Ouest vers les régions périphériques. Et cela pour différentes raisons. D'abord, le gouvernement voulait être mieux renseigné sur ce qui se passait dans ces régions. C'était une idée qui pouvait se défendre. Cependant, la principale raison était que, selon la conception libérale du Canada, le gouvernement central était le maître d'œuvre dans les régions périphériques. Je me souviens les différends qui ont opposé Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse et le gouvernement fédéral. Comme ils ne se sont

jamais entendus, le gouvernement a décidé que les richesses sous-marines appartenaient au gouvernement central. Je pense que c'était une des grandes erreurs du Programme énergétique national.

Pour ce qui était des principes, le parti conservateur tout comme notre parti, en acceptait les grandes lignes. Nous voulons tous la sécurité énergétique; nous voulons tous que le consommateur soit traité équitablement, que cette industrie soit prospère et qu'elle appartienne à des Canadiens. Tout comme les conservateurs, j'appuyais les efforts de canadianisation.

Je vois que le ministre associé de la Défense (M. Andre) est présent. Les gens lui reprochaient volontiers de ne pas être favorable à la canadianisation, ce qui l'amenait souvent à protester. Étant critique en matière d'énergie, il appuyait la canadianisation et il avait raison. Les reproches qu'on lui faisait n'étaient pas fondés. Je pourrais bien dire le contraire, mais il reste que les députés conservateurs étaient aussi favorables à la canadianisation de l'exploitation pétrolière.

Tenons-nous en à la vérité. La vérité au sujet du Programme énergétique national, c'est que je doutais de sa réussite, que les subventions d'encouragement étaient trop coûteuses et qu'elles conduiraient à des abus. Le gouvernement a versé environ 8 milliards en subventions. Avec cet argent, nous aurions pu acheter l'Impérial et nationaliser le secteur sur-le-champ.

M. McDermid: Ça aurait été un gros morceau.

M. Waddell: Qu'importe si le député est d'accord ou ne l'est pas, et je pense qu'il ne l'est pas, en vérité je n'étais pas partisan du Programme énergétique national.

Je peux bien le dire aujourd'hui après quelques années. J'ai eu des discussions orageuses avec quelques membres de mon parti au sujet de ce programme. Avec l'appui de mon chef et d'autres collègues, j'ai reçu le soutien que je cherchais. Certains d'entre nous ont dit que nous aurions dû appuyer Lalonde parce qu'il était aux prises avec les sociétés pétrolières. Celles-ci ont retiré leurs capitaux et transféré leurs installations vers le sud. On s'en prenait à M. Lalonde, tandis qu'un groupe de Canadiens animés par Robert Laxer et Mel Hurtig appuyaient le programme. Je ne faisais par partie du groupe parce que je doutais du succès du programme. J'invite le député à vérifier ces faits. Nous n'avons pas appuyé le Programme énergétique national.

M. Gagnon: Monsieur le Président, vous me permettrez de rétablir les faits. Le Nouveau parti démocratique appuyait certainement une partie du Programme énergétique national par exemple la rétroparticipation de 25 p. 100 qui a permis à Petro-Canada de recevoir arbitrairement le quart des gisements sous-marins.

Je voudrais revenir à l'argument principal du député. Il a dit qu'il souhaitait l'établissement d'un prix plancher pour le pétrole brut. Voudrait-il me dire brièvement quel serait ce prix?

M. Waddell: Monsieur le Président, le député a raison. Nous avons effectivement appuyé la rétroparticipation à 25 p. 100. Le Programme énergétique national consistait en 13 projets de loi et toute une série de programmes, dont les députés conservateurs ont approuvé certains mais pas nous, et dont nous avons approuvé certains autres mais pas les députés conservateurs. Nous avons effectivement appuyé la rétroparticipation parce que nous estimions pour diverses raisons que ce